

Reconstruire à gauche

Contribution générale

Présentée par Laurent Fabius et notamment les signataires suivants :

Membres du Bureau National, Secrétariat National et Responsables Nationaux :

ANZIANI A. (33), BACHELAY G. (76), BARTOLONE C. (93), BOISTARD P. (75), BOUILLON C. (76), CLAEYS A. (86), KHIARI B. (75), LAIGNEL A. (36), LENA V. (62), PEREZ J.C. (11), ROGER G. (93), ROIRON C. (37), ROSSIGNOL L. (60), URGIN A. (94), VIDALIES A. (40), WEBER H. (76).

Premiers Secrétaires Fédéraux :

ANZIANI A. (33), BOUILLON C. (76), CROCE L. (2B), DURON P. (14), FELIX I. (18), GRALL T. (88), GUGLIELMI P. (Pdt du CF 93), LANNOIX M. (972), LEONARD Y. (27), PALMADE J.C. (65), ROULLET D. (36), VILLEMMAIN J.C. (60).

Membres du Conseil National, Commissions Nationales des Conflits ou de Contrôle Financier :

AGUIRRE A. (33), AKSIL M. (81), ANSQUER-LABBE E. (44), BOURGUIGNON B. (62), BRAHIMI N. (94), BRIMONT M. (59), BRUCHET J. (30), CASTERAS P. (31), DAURIAC J.F. (77), DE GENTILI E. (2B), DESAIGUES B. (33), DORTHE P. (33), DOUHANE F. (93), EMERY A. (58), FABIUS L. (76), GLAUDEL M. F. (88), HENQUINET C. (54), HOME A. (68), ISRAEL S. (94), JAMET M. A. (27), JOUANNE P. (93), KALTENBACH P. (92), LEDOUX C. (08), LEULLIOT N. (93), LUNG F. (01), MORISOT N. (75), MOURET D. (11), OELHER S. (67), PIERRET C. (88), PILCH C. (62), RIBARD F. (75), ROUILLON C. (72), THEVENOUD T. (71), VILLEGER A. (38), YAMGNANE K. (29).

Délégués Nationaux :

AIDENBAUM P. (75), AIT MATEN Z. (69), AMSALEM B. (27), ATTOU Y. (79), BEAUVAIS L. (61), CASTAGNOU P. (75), CLAEYS A. (86), CLAIREAUX K. (SPM), DORTHE P. (33), JAMET M. A. (27), KISMOUNE A. (38), MATHUS D. (71), OCCOLIER R. (972), PALOMO P. (93), QUERCY G. (77), ROIRON P. A. (37), RUBINSTEIN A. (76), SAUGUES O. (63), TROPEANO R. (34), VILLEGER A. (38).

Députés :

BALLIGAND J. P. (02), BARTOLONE C. (93), BLISKO S. (75), BOUCHERON J.M. (35), BOUILLON C. (76), BROTTES F. (38), CARCENAC T. (81), CATHALA L. (94), CAZENEUVE B. (50), CLAEYS A. (86), COCQUEMPOT G. (62), DUMONT J.L. (55), DUPRE J. P. (11), DURON P. (14), ECKERT C. (54), FABIUS L. (76), FAURE M. (33), FORGUES P. (65), FOURNEYRON V. (76), GOLDBERG D. (93), HABIB D. (64), HUREL S. (76), IMBERT F. (31), LACUEY C. (33), LEROY J. C. (62), LONCLE F. (27), MARCEL M.L. (12), MARTIN P. (32), MATHUS D. (71), MESQUIDA K. (34), MIGAUD D. (38), NERI A. (63), PAJON M. (93), PEREZ J.C. (11), SAUGUES O. (63), VIDALIES A. (40).

Sénateurs :

GAUTIER C. (44), DURRIEU J. (65), FRECON J. C. (42), KHIARI B. (75), LE VERN A. (76), MASSION M. (76), TROPEANO R. (34), MICHEL J.-P. (70), SIGNE R. P. (58), DREYFUS-SCHMITT M. (90), VANTOMME A. (60).

Députés européens :

BERES P. (92), LAIGNEL A. (36), WEBER H. (76).

Présidents de Conseils Régionaux :

BEAUVAIS L. (61), GEWERC C. (60), LE VERN A. (76), MALVY M. (46), SOUCHON R. (15).

Présidents de Conseils Généraux :

BARTOLONE C. (93), CARCENAC T. (81), CHARMANT M. (58), DESTANS J.L. (27), DUPILET D. (62), DURRIEU J. (65), MARIE D. (76), MARTIN P. (32), ROIRON C. (37).

Pour soutenir notre démarche, consulter la liste complète des signataires, signer la contribution en ligne et l'enrichir par vos observations, rendez-vous sur :

www.reconstruirelagauche.fr

INDEX			
INTRODUCTION	68	<i>en compte de l'urgence environnementale</i>	75
I – LA NOUVELLE DONNE	69	5) <i>Le socialisme de l'émancipation par l'égalité républicaine, la laïcité et l'éducation</i>	76
1) <i>La nouvelle donne mondiale</i>	69	6) <i>Le socialisme de la construction européenne et de la coopération internationale</i>	78
2) <i>L'Occident n'est plus au centre</i>	69		
3) <i>L'échec du libéralisme : il ne permet pas de résoudre les crises, mais contribue à les produire</i>	70	III - UN PARTI SOCIALISTE FIER, OFFENSIF, OUVERT	79
4) <i>La gauche n'a pas pris suffisamment la mesure de cette nouvelle donne et de l'échec du libéralisme</i>	70	1) <i>Nous souhaitons un congrès de débat, pas de pugilat</i>	79
		2) <i>Nous rejetons la présidentialisation du Parti socialiste</i>	79
II - LE RETOUR DU POLITIQUE	71	3) <i>Nous savons qu'il faut travailler pour gagner, réfléchir pour conquérir</i>	80
1) <i>Le socialisme de la production par l'innovation économique et la régulation européenne</i>	72	4) <i>Nous refusons la dépolitisation et la peopolisation du débat public</i>	80
2) <i>Le socialisme de la redistribution par une meilleure répartition des richesses</i>	73	5) <i>Nous voulons une opposition forte et responsable</i>	81
3) <i>Le socialisme de la protection par la solidarité</i>	74	6) <i>Nous proposons une stratégie claire et gagnante pour permettre l'alternative : reconstruire à gauche</i>	81
4) <i>Le socialisme de la préservation écologique par la prise</i>			
		REIMS, UNE ÉTAPE MAJEURE VERS LA RECONQUÊTE	82

Introduction

Le Congrès de Reims ne doit pas être un Congrès parmi d'autres ni comme les autres.

Un Congrès dans un contexte d'urgence politique et sociale

Pour nous, il n'est pas un rendez-vous rituel, mais un temps fort dans un contexte d'urgence politique et sociale. A travers le monde, les crises se multiplient : crise alimentaire, crise climatique, crise énergétique, crise financière, crise démocratique, crise éthique à bien des égards. De nouveaux pays affirment leur puissance, et d'abord la Chine, pendant que l'Occident peine à retrouver un souffle. Face à cet état, l'Europe, grande espérance, est insuffisamment solidaire et volontaire dans la mondialisation. Elle ne prend pas assez la mesure de l'urgence environnementale.

La gauche européenne en difficulté

L'entrée dans ce monde nouveau correspond, pour la gauche européenne, à un moment de profonde difficulté. Les compromis fondateurs de la social-démocratie européenne - à commencer par celui qui régissait les rapports du travail et du capital - semblent fatigués. Les défaites électorales à répétition soulignent l'affaiblissement du socle doctrinal. Face à l'urgence d'une nouvelle répartition des richesses, socialistes et sociaux-démocrates ne parlent plus assez de production, de redistribution, de protections. Au lieu d'inventer et de mettre en œuvre de nouvelles réponses à la mondialisation, au niveau européen et mondial, les partis socialistes et sociaux-démocrates se sont trop souvent repliés sur des solutions nationales. Du

coup, la tentation est grande de reléguer la question économique et sociale au second plan pour mettre en avant des propositions sociétales ou d'enjeu local qui sont en soi importantes, mais insuffisantes pour progresser et rassembler largement autour de nous.

La France confrontée aux dégâts de la monocratie Sarkozy

Cette frilosité contraste avec la détermination des droites en Europe. En France, la monocratie Sarkozy a déjà fait de considérables dégâts. Ils donnent la mesure de la situation que l'actuel pouvoir léguera dans quatre ans... Les piliers du pacte républicain vacillent sous les coups de boutoir d'une politique de véritable revanche idéologique. La protection sociale est affaiblie, le marché du travail dérèglementé, les services publics et les fonctionnaires précarisés, les immigrés et leurs enfants stigmatisés. La laïcité est attaquée, la culture négligée. L'alignement sur les intérêts des Etats-Unis mine notre indépendance diplomatique et militaire. Comme si la droite voulait effacer, l'espace d'un quinquennat, beaucoup des acquis du Front populaire, des conquêtes du Conseil National de la Résistance, des avancées de mai 68 et des nouveaux droits accordés par la gauche en 1981 puis en 1997.

Ici comme ailleurs, le libéralisme économique est un échec. Le présent et le futur ont besoin des socialistes et de toute la gauche ! Et pourtant, le Parti socialiste n'a pas gagné une élection présidentielle depuis vingt ans – notre dernière victoire à ce scrutin date d'avant la chute du Mur de Berlin. Il est temps de regarder en face les causes.

Le Parti socialiste doit retrouver la confiance des Français

Nous refusons de réduire notre Congrès à un simple événement interne : pour nous, socialisme ne rime pas avec nombrilisme. Les Fran-

çais ne vont pas bien et la gauche non plus ! Certes, de magnifiques victoires collectives ont été remportées aux dernières élections municipales et cantonales, elles ne doivent pas occulter la réalité : si une majorité de Français sont déçus par le pouvoir actuel, leur confiance dans la gauche pour diriger le pays n'en est pas mécaniquement accrue. Malgré l'actualisation de notre déclaration de principes - qui reconnaît enfin la notion « d'économie sociale et écologique de marché » proposée par notre sensibilité voici déjà plusieurs années -, le projet socialiste n'est pas assez lisible, l'organisation de la gauche pas assez visible, l'alternance pas encore assez crédible.

Reconstruire le Parti socialiste pour reconstruire la gauche

Pour remonter la pente, nous devons mettre un terme à la confusion : entre la gauche et la droite, entre le socialisme et le libéralisme, entre le rassemblement de la gauche et d'autres stratégies aléatoires. Nous devons retrouver la fierté et la fraternité socialistes. Sans elles, comment convaincre les Français de nous faire confiance ? Il faut reconstruire le Parti socialiste pour reconstruire la gauche. Le Congrès de Reims est une étape sur ce chemin.

I – La nouvelle donne

1) La nouvelle donne mondiale

« Historique » – ce mot est usé à force d'être convoqué à tout propos. Pourtant, il n'y en a pas d'autre pour définir les temps dans lesquels nous entrons. Les dimensions du monde sont inédites : climat, ressources naturelles, inégalités, mouvements de population, technologies, rapports de forces géopolitiques. Dans ce contexte, les choix à opérer détermineront la survie de l'humanité et la sauvegarde de la planète. Trois traits massifs donnent la mesure de ce changement d'échelle aux allures d'ouragan.

L'émergence de nouveaux géants

A rythme constant, la Chine sera bientôt la première puissance économique du monde. Seule la date fait encore débat : 2025, 2050 ? L'entrée de 1,3 milliard d'habitants (20 % de la population mondiale) dans le concert des nations développées ne peut s'opérer sans conséquences majeures. D'autant plus que l'Inde se réveille en même temps que la Chine !

Au plan démographique, celle-ci dispose d'un réservoir de main d'œuvre quasi-illimité qui lui permet de produire beaucoup et à bas coût. Au plan social, le rattrapage souhaitable en matière de bas salaires prendra plusieurs décennies – et les libertés syndicales ne sont hélas pas pour demain ! Au plan économique, la Chine est devenue l'atelier de la planète : la quasi-totalité des jouets y sont fabriqués, mais aussi un ordinateur portable sur deux. Dans le même temps, cet Empire, désormais membre de l'OMC, joue à fond la carte du développement commercial. Il peut devenir un immense marché pour nos entreprises à condition que l'Union européenne et chacun de ses membres négocient les règles d'une concurrence loyale. De tels bouleversements auront de toute façon des conséquences majeures pour les Etats-Unis, le Japon ou l'Europe. Dans les dix ans qui viennent, la demande pétrolière chinoise va doubler, passant de 5 % à 10 % de la demande mondiale. C'est la fin des prix bas de l'énergie et des matières premières.

Une crise énergétique sans précédent

D'ici quelque temps, le baril de pétrole pourrait atteindre 200 dollars et le litre à la pompe deux euros. Ces cinq dernières années, le prix du baril a déjà été multiplié par cinq. Là aussi, ne nous berçons pas d'illusions : la situation actuelle n'est pas une simple répétition des chocs pétroliers antérieurs. En 1973 ou en 1979, la montée des cours traduisait une crise de l'offre liée aux tensions entre pays producteurs du Moyen-Orient. Aujourd'hui, c'est la demande qui est en surchauffe. De nouveaux consommateurs (Chine, Inde, Brésil...) ont un besoin massif de pétrole alors même qu'apparaît le « plafond de production » selon l'Agence internationale de l'énergie : les pays producteurs n'ont pas intérêt à pomper davantage, leur rente pétrolière est déjà considérable. Elle leur permet d'établir un rapport de forces favorable avec les pays clients. Bien sûr, les techniques se perfectionnent pour exploiter les gisements inaccessibles ; la diversification énergétique et la modification des modes de consommation sont engagées. Mais ces évolutions prennent du temps alors qu'il y a urgence sociale dans beaucoup de pays et urgence environnementale dans le monde !

La monnaie unique européenne confrontée aux désordres

Si la tendance actuelle se confirme, l'euro pourrait valoir jusqu'à deux dollars à moyenne échéance. La monnaie unique a contribué à unifier plus étroitement l'Europe, mais sa gestion contestable s'est accompagnée également d'effets négatifs. La hausse des prix est une réalité massive pour les ménages. L'euro cher pénalise l'activité de beaucoup de nos entreprises. Le malaise est amplifié par plusieurs difficultés graves : absence de coordination des politiques budgétaires, refus d'augmenter le budget communautaire au-delà de 1 % du PIB total, application dogmatique des règles de la concurrence, dumping fiscal-social entre Etats. L'Europe demeure un magnifique projet, mais elle joue malheureusement souvent contre elle-même.

2) L'Occident n'est plus au centre

Les espoirs déçus de la prétendue « mondialisation heureuse »

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, la thèse de « la fin de l'histoire » était en vogue parmi les élites occidentales, qui évoquaient une prétendue « mondialisation heureuse ». On revisitait Montesquieu et son idée que le « doux commerce » a pour « effet naturel de porter à la paix » : l'alliage des droits de l'homme pour principes, de la démocratie pour cadre et de l'économie de marché pour outil allait venir à bout des guerres, des crises économiques et des inégalités ! Les valeurs et les espérances occidentales se traduiraient dans toutes les langues et sans sous-titres ! Vingt ans ont passé et la réalité est bien différente.

Les dangers de la théorie du « choc des civilisations »

Dans la globalisation, l'Occident n'est plus au centre du monde. Il n'en est qu'un pôle. La montée en puissance des pays émergents, favorable à une partie de leur population, constitue un événement sans précédent. Nous devons accepter cette réalité, mais rien ne serait plus dangereux que de la vivre sur le mode du « choc des civilisations ». Cette confrontation-là n'est pas seulement l'espoir des intégristes d'Al-Qaïda, c'est aussi l'horizon des intellectuels néo-conservateurs américains dont la guerre d'Irak menée par l'administration Bush est l'application pratique. Le retour de la France au commandement intégré de l'OTAN voulue par N. Sarkozy obéit malheureusement aussi, d'une autre façon, à cette vision sans nuance de l'Histoire. Un tel chemin est à proscrire car il conduit à l'affrontement commercial voire militaire.

Le défi de la solidarité internationale

Et si l'avenir du monde, la paix, le développement, se jouaient autant en Occident qu'en Chine ? Et si le futur dépendait autant de la réaction des pays développés à leur propre déclin que de l'ambition des pays émergents ? Face à la nouvelle situation, les dirigeants européens ou américains doivent se montrer courageux et dire à leurs peuples : « Le monde a changé, de nouveaux pays nous rejoignent, nous devons partager la puissance et la richesse, nous allons relever le défi en changeant de modèle, en produisant plus et surtout mieux sans tricher, c'est-à-dire sans recourir à l'endettement financier massif ou à la force militaire ».

3) L'échec du libéralisme : il ne permet pas de résoudre les crises, mais contribue à les produire

Les périls du « tout libéral »

Pour comprendre la nouvelle donne, encore faut-il être lucides sur l'évolution du capitalisme. Depuis trente ans, une idéologie – le néolibéralisme – a façonné le monde selon ses critères – libéraliser les échanges, déréguler les économies, intensifier la concurrence entre les Etats, privatiser systématiquement le secteur public, démanteler l'Etat-social et s'en remettre aux seuls marchés pour l'allocation des ressources. Aujourd'hui, ce projet est en partie réalisé. A bien y regarder, on en voit surtout les périls.

La multiplication des crises

Les crises se multiplient et l'entrée dans le monde de la rareté des matières premières et de l'énergie constitue un facteur aggravant. Les réserves en pétrole sont estimées à 50 ans et le passage nécessaire aux énergies alternatives est lent et coûteux.

Pour nourrir la planète d'ici 2050, il faudra doubler la production agricole, alors même que cinq millions d'hectares exploités disparaissent chaque année, que les stocks baissent et que rien ne garantit l'innocuité des semences issues d'OGM. Quant à l'eau potable, elle apparaît déjà comme un luxe pour des continents entiers : 80 % des ressources d'eau douce naturelle ont été consommées et trois milliards d'individus ont difficilement accès à une eau saine.

L'exigence d'une rentabilité-record à court terme détruit l'économie

Avec la financiarisation massive de l'économie, l'objectif de rentabilité à court terme prévaut sur le développement à long terme. Les plus grands actionnaires, gestionnaires des fonds d'investissement, traders, ont pris le pouvoir.

Le dirigeant de grande d'entreprise doit « créer de la valeur pour l'actionnaire », mais comment peut-il garantir durablement une rentabilité du capital de 15-20 % quand la croissance de l'économie réelle est 5 à 10 fois inférieure ? La rente l'emporte souvent sur la préparation de l'avenir.

Le capital prospère alors que le travail est à la peine

Dans la mondialisation libérale, les gains les plus forts sont pour le capital, les sacrifices pour les salariés. En France, au cours des trois dernières décennies, la part des dividendes dans le revenu national est passée de 2,3 % à près de 8 %. A l'échelle de la planète, le revenu des 0,01 % les plus riches – pour l'essentiel, des acteurs des marchés financiers – est passé de 50 fois le salaire moyen de l'ouvrier en 1975 à 250 fois en 2005.

L'industrie délocalise ; les Etats se livrent une concurrence vers le bas

Certes, la croissance a été soutenue depuis 1990 dans les pays émergents, aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens. Mais cette croissance a été aussi inégalitaire que fragile. Elle est entrecoupée de crises financières et économiques de plus en plus rapprochées et de plus en plus graves. L'activité industrielle se déplace vers les régions du monde à bas salaire, où la rentabilité est la plus élevée. Pour assurer un niveau record de rémunération aux actionnaires, les entreprises n'investissent plus assez – ce qui met en danger à terme les emplois et les entreprises elles-mêmes. Quant aux Etats, ils se livrent une concurrence impitoyable : pour attirer le capital mobile, ils sont sommés de diminuer les prélèvements sociaux et fiscaux, de réduire leurs dépenses de recherche, d'éducation, de formation, d'infrastructure et d'aménagement du territoire – bref, ce qui permet de préparer le futur collectif est revu à la baisse.

Le salarié est la principale variable d'ajustement

La course à la flexibilité fait des salariés la principale variable d'ajustement du système. Pour conserver leur emploi, les travailleurs des pays développés sont sommés d'accepter une remise en cause de leur situation sociale et de leur pouvoir d'achat. « Renoncez à vos droits, sinon je renonce à votre territoire ! ». C'est un véritable chantage qui s'exerce.

L'obsession du profit à court terme casse en morceaux la société

D'un côté des individus bien formés, disposant d'un capital social et intellectuel élevé, profitent des nouvelles opportunités grâce à la mondialisation. De l'autre, les salariés peu qualifiés travaillant dans des secteurs souvent exposés. C'est sur eux qu'est transféré le risque. Ils deviennent les fusibles du capital global. Enfin, la masse des « sans » - sans droits et sans espoirs – gonfle, à mesure qu'en réponse à ce processus les mécanismes de solidarité publique sont attaqués. Cette société en morceaux est une « société de la précarité ». Les avantages comparatifs qui nous restaient – une population bien formée et performante parce que bien sécurisée, des infrastructures modernes et fiables, des services publics de qualité – sont progressivement remis en cause. Jusqu'où ?

4) La gauche n'a pas pris suffisamment la mesure de cette nouvelle donne et de l'échec du libéralisme

La social-démocratie traditionnelle est en difficulté...

Alors que chacun peut constater l'impasse des solutions libérales – y compris au cœur du système –, la social-démocratie traditionnelle est en difficulté en Europe. Les défaites électorales se multiplient. Récemment, les travaillistes britanniques ont subi leur plus grave échec aux élections locales depuis quarante ans. En Italie, les législatives ont viré au désastre pour la gauche et Rome a désormais un ex-fasciste pour maire. Les sociaux-démocrates allemands, eux-mêmes, sont très affaiblis. Bien sûr, chaque scrutin national a sa spécificité. Mais, sauf dans les pays scandinaves, une tendance générale se dessine, menaçante. Pourquoi ?

... faute d'avoir pris la mesure des bouleversements en cours

Parce que cette social-démocratie traditionnelle, qui a tant apporté dans le passé, n'a pas su repenser les compromis historiques qui la

fondent, notamment celui qui régit les rapports du capital et du travail. En Europe, la part des salaires dans le PIB est passée de 72,1 % en 1982 à 68,4 % en 2006. En outre, la mondialisation des économies réduit les marges d'intervention publique dans un seul pays. Ces dernières années - les Trente glorieuses étant derrière nous -, les gouvernements sociaux-démocrates ont voulu sauvegarder l'essentiel (l'objectif de l'emploi, le versement des retraites, les droits syndicaux), quitte à accepter les exigences de modération salariale, de mise en cause du code du travail et des prestations sociales, ainsi que les politiques budgétaires contraignantes qui inscrivent ces choix dans la durée. Ce « compromis défensif » a accompagné les victoires de 1996-1997 grâce auxquelles la gauche a dirigé 13 des 15 gouvernements de l'Union européenne, mais il s'est brisé sur des résultats globaux décevants.

A gauche, certains ont été séduits par le modèle libéral

Autre motif de l'échec : les gouvernements sociaux-démocrates ont parfois été fascinés à contretemps par la vigueur du modèle adverse, certains allant jusqu'à lui faire allégeance. En 2006, le gouvernement du New Labour a relevé l'âge de départ à la retraite à 68 ans. En Allemagne, la grande coalition CDU-SPD a abaissé à 15 % le taux d'imposition sur les bénéficiaires et a réduit de 32 à 12 mois la durée de l'indemnisation du chômage. L'affaiblissement du clivage gauche-droite et le sentiment donné par la gauche européenne qu'elle ne pouvait pas inverser la tendance dominante, mais simplement - et encore ! - en amortir certains chocs, a provoqué une rupture entre les catégories populaires, une part des couches moyennes, nombre de jeunes aussi, et les formations ou les solutions sociales-démocrates traditionnelles. S'y ajoutent des données structurelles : montée de l'individualisme et recul des repères collectifs ; affaiblissement des pratiques militantes dans les partis, les syndicats, les associations ; développement d'une vision utilitaire, voire consumériste de la chose publique. Pour le futur, souvenons-nous de cette vérité simple : ce n'est pas en singeant la droite qu'on peut la battre !

Face à nous, la droite pratique la fameuse « triangulation » et a renouvelé son offre politique

Surtout quand, de son côté, la droite a su faire évoluer son offre politique : elle a découvert Gramsci et digéré Tony Blair. De l'un, elle a retenu que la conquête idéologique précède toujours la victoire politique. A l'autre, elle a emprunté la fameuse « triangulation », cette tactique consistant à récupérer ce qui, dans le discours de l'adversaire, est électoralement payant pour mieux le réduire au silence.

Ces dernières années, les droites européennes ont adapté leur discours, leur programme, leur style. En matière économique, la nouvelle droite européenne assume sans complexe son libéralisme : baisses d'impôts pour les très hauts revenus et de charges patronales pour les grandes entreprises, déréglementation du code du travail, privatisation de la santé, réduction systématique des dépenses publiques et du nombre des fonctionnaires. Dans le champ régalien, l'autoritarisme national prend le dessus, sur fond d'instrumentalisation des faits divers, de soutien aux communautarismes religieux et de stigmatisation des immigrés. En revanche, sur certaines questions de société, beaucoup de dirigeants de droite évitent désormais de remettre en cause les conquêtes auxquelles leur opinion publique est attachée - parité, union homosexuelle, etc. Au-delà de ce rideau de fumée, le résultat final est partout le même : la droite démantèle l'Etat social pour renforcer l'Etat arbitraire, elle oppose les catégories entre elles pour imposer des solutions individualistes, elle dévalue l'idée même de solidarité.

En France, Nicolas Sarkozy représente cette nouvelle droite européenne

Dans son programme et dans les urnes, le candidat Sarkozy a opéré la jonction entre les voix conservatrices traditionnelles, les suffrages libéraux et une large part des électeurs qui votaient jusqu'ici pour le Front national.

Les ressorts de son discours et de sa politique sont classiquement de droite : réduction du périmètre de l'Etat et stigmatisation de la fonction publique, notamment des enseignants ; déréglementation de la protection sociale et du travail ; politique fiscale favorable aux privilégiés ; attaques contre les immigrés. Mais le sarkozysme se caractérise aussi par certaines options inédites au sein de son camp, en rupture avec l'héritage gaulliste voire avec l'ancrage républicain - tels que l'alignement sur la diplomatie américaine dans l'OTAN, l'affaiblissement du couple franco-allemand au profit d'alliances plus incertaines, les attaques à répétition contre la laïcité ou les clins d'œil appuyés aux identités religieuses.

A nous de construire un projet politique renouvelé

Ces dernières années, au sein du Parti socialiste, beaucoup de ces évolutions ont été anticipées par notre sensibilité. Nous avons été parmi les premiers à alerter sur les dangers d'une mondialisation qui s'opérerait sans de nouvelles régulations, sur le décrochage des catégories populaires et des salariés envers les réponses traditionnelles de la gauche ; les premiers à plaider pour une Europe politique et sociale vigoureuse face au capitalisme financier, à souhaiter que la question sociale redevienne le centre de la réflexion et des propositions socialistes et à affirmer que la laïcité est le pilier du vivre ensemble ; les premiers à évoquer la nécessité d'une approche « social-écologique ».

Nous n'en tirons aucun titre de gloire, mais une volonté d'approfondir notre approche, de convaincre et d'avancer, de le faire avec d'autres, avec toutes celles et tous ceux qui savent que dans un monde nouveau il faut une offre politique de gauche renouvelée et audacieuse

II - Le retour du politique

Refaire le lien entre l'indignation et l'action, entre le réalisme et la volonté

Pour permettre la reconquête de la décision politique et du choix démocratique dans la mondialisation, la gauche doit rétablir le lien entre l'indignation et l'action, la réforme et la révolte. S'indigner sans se donner les moyens concrets d'agir, c'est le lot d'une gauche qui aurait renoncé à gouverner. Sacrifier la volonté politique au constat des contraintes, c'est la marque d'une gauche qui aurait oublié sa raison d'être.

Reconstruire un projet de société

Ce qui nous a le plus manqué à nous socialistes, c'est un projet de société. Personne ne doute de notre capacité à être de bons gestionnaires.

Nous en avons suffisamment apporté la preuve sans toujours être capables d'articuler notre action quotidienne à une vision claire de ce que nous voulons. C'est ce projet de société que nous devons reconstruire. Le Parti socialiste est le parti du mouvement, le parti de la transformation sociale, le parti de la réforme, mot qui doit retrouver son sens positif alors qu'il a été sinistré par le sarkozysme.

Six lignes directrices pour un socialisme offensif

Nous attendons du Congrès qu'il pose les fondements d'un socialisme offensif. Le contenu de notre projet devra être complété ensuite par le travail collectif que nous relancerons, et le dialogue avec tous les acteurs de la société, que nous rétablirons. A ce stade, six lignes directrices caractérisent ce socialisme offensif, que nous articulons à des engagements précis et à certaines mesures exemplaires.

Dire la vérité aux Français sur ce que nous sommes et sur ce que nous pouvons

Dans le concert dominant de l'idéologie libérale, certaines de nos propositions sont contestées : ce doit être une motivation supplémentaire pour mieux les expliquer, pas pour y renoncer. A l'inverse, ne tombons pas dans une forme de « sarkozysme de gauche », qui consisterait à adopter une attitude hyper-volontariste et à promettre des améliorations rapides que nous saurions ne pas pouvoir tenir. Assumons une attitude responsable : nous voulons et nous pouvons agir, mais dans certains domaines notre action n'aura d'effets qu'à moyen ou long terme, dans un cadre européen ou multilatéral. Parce que nous respectons les Français, nous voulons leur dire la vérité : sur ce que nous sommes et sur ce que nous pouvons.

Retrouver des marges de manœuvre fiscales

Avec un préalable : pour agir, il faut des marges de manœuvre. Il faudra donc revenir sur certaines mesures fiscales de la droite, notamment le paquet fiscal, qui coûte 15 milliards d'euros par an au budget de la nation sans réel effet positif pour l'économie, l'investissement, l'emploi et le pouvoir d'achat. De même, les niches fiscales, dont le coût a été évalué pour 2008 à plus de 70 milliards d'euros, seront remises à plat et plafonnées, ainsi que les exonérations de charges sociales dont bénéficient les entreprises sans engagement fort en termes de créations d'emploi. Il faudra aussi reconsidérer l'utilisation des milliards de la formation professionnelle. Nous disposerons ainsi de moyens d'action tout en engageant la réduction de notre dette, gonflée par la droite, dont le niveau est tel qu'il ampute nos moyens d'actions actuels et futurs.

1) Le socialisme de la production par l'innovation économique et la régulation européenne

Pour endiguer la désindustrialisation

La croissance de notre pays est assez faible. Pour nous, une croissance molle n'est pas une fatalité à condition de reconnaître d'abord que la France ne peut pas se passer d'une base industrielle solide et suffisamment spécialisée. Le développement des services et notamment des services à la personne sera encouragé, mais ils ne pourront à eux seuls endiguer la désindustrialisation. L'Europe est l'espace indispensable de la régulation dans la mondialisation.

• Une priorité : faire monter en gamme tout notre appareil productif...

La clef d'une compétitivité retrouvée de notre appareil productif dans la mondialisation, c'est sa « montée en gamme ». Dans la nouvelle division internationale du travail, les vieilles puissances industrielles d'Europe ne doivent renoncer à aucun secteur d'activité, mais chercher à « monter en gamme » dans la plupart d'entre eux. Et pour cela conserver, si possible amplifier, leur avance technologique. C'est la principale leçon qu'il faut tirer des situations comparées de la

France et de l'Allemagne. La baisse des coûts de production n'explique au mieux que 20 % des performances allemandes. Les deux causes principales sont une production diversifiée et de très haut de gamme ainsi qu'un large tissu de moyennes entreprises performantes à l'exportation. Dans ces domaines, la France est en retard.

... par l'innovation, la recherche et la formation tout au long de la vie

Notre tissu productif n'est pas non plus assez innovant. Si la France était le troisième pays scientifique en 1970 et encore le septième en 1995, elle occupe désormais la quatorzième place mondiale avec 2,12 % du PIB consacré à la recherche et au développement. Passer à 3 % du PIB dans ce domaine signifie augmenter l'effort de 25 milliards d'euros. Au rythme proposé par la droite – sans financement d'ailleurs –, nous n'y arriverons pas avant 2025. Et l'objectif de 3 % sera déjà périmé avant, compte tenu de l'augmentation observée ailleurs ! Débarrassons-nous donc de cette réputation absurde selon laquelle socialisme et création, socialisme et esprit d'entreprise seraient incompatibles. Pour nous, l'innovation, la recherche, la formation tout au long de la vie doivent être totalement prioritaires. Cela implique concrètement un effort budgétaire considérable (augmentation d'environ 10 % par an) et une politique beaucoup plus forte de soutien aux entreprises et aux pôles de compétitivité pour leur donner une véritable dimension internationale. L'effort en faveur de l'enseignement supérieur devra, lui aussi, être intensifié en ayant pour objectif non pas d'abord de mettre en concurrence les établissements, mais de permettre une formation de qualité partout et pour tous.

Proposer une Coopération européenne pour la recherche et l'innovation

Il faudra aller au-delà. Seule une action européenne coordonnée peut être à la hauteur de l'enjeu. Voilà pourquoi nous voulons proposer à nos partenaires une Coopération européenne pour la recherche et l'innovation (CERI) qui permettra, en utilisant le mécanisme des « coopérations renforcées », de mutualiser les moyens, de développer des grands projets et de créer un espace européen unique pour les chercheurs. La recherche et l'innovation doivent être à l'Europe du début du 21ème siècle ce que le charbon et l'acier lui furent en 1950.

• Soutenir l'activité économique

Après des années de dérive libérale, il faudra mettre en place une nouvelle politique de soutien à l'activité économique et de lutte contre la désindustrialisation et les délocalisations. Le volontarisme et l'économie sociale et écologique de marché ne sont pas incompatibles. Comme socialistes, nous soutenons les entreprises créatrices de richesses mais nous refusons la logique financière à court terme.

Créer un Fonds souverain France

Un Fonds souverain France sera créé à partir du rapprochement entre la Caisse des Dépôts et le Fonds de réserve des retraites. Il permettra de favoriser le maintien en France d'industries stratégiques. Il sera chargé d'investir en France et dans les pays en développement, en appliquant des normes aidant le développement et non la rente.

Favoriser la croissance des PME

Une véritable « small business administration » à la française sera mise en place pour soutenir les PME dans leur croissance. Notre pays crée beaucoup d'entreprises, mais trop rares sont celles qui parvien-

ment à se développer, notamment à l'international. Ceci explique, pour une large part, l'ampleur de notre déficit commercial. Les cadres fiscaux et légaux seront rendus plus favorables. L'accès à la commande publique, à l'emprunt et le recours aux marchés financiers leur seront facilités.

• Les politiques européennes doivent se mettre au service de la croissance et de la puissance européenne

Au niveau européen, il faudra négocier certaines inflexions importantes des politiques communes. En matière industrielle et énergétique, au lieu de privilégier la seule concurrence, l'Union devra favoriser la constitution de champions continentaux, soutenir les entreprises européennes et miser sur l'indépendance énergétique européenne. Il s'agira aussi d'adapter le droit européen de la concurrence et des OPA en faveur de la maîtrise des centres de décision économique considérés comme stratégiques. En matière sociale, un processus d'harmonisation sera initié pour mettre fin à la concurrence vers le bas. En matière fiscale, nous négocierons un accord sur une assiette commune et un plancher pour l'impôt sur les sociétés. Dans le domaine budgétaire, nous plaiderons pour que l'Union puisse disposer de ressources nouvelles et finance en priorité les politiques dont elle a le plus besoin pour préparer l'avenir (infrastructures, recherche, innovation, formation...).

La politique monétaire de l'Union européenne doit être réorientée

Il faudra revoir les orientations de la politique monétaire. L'euro cher affaiblit nos économies et menace des pans entiers de notre industrie, notamment ses fleurons comme la filière aéronautique. Ne laissons pas croire que le niveau élevé de l'euro est notre meilleur bouclier contre le pétrole cher : la hausse du prix du baril est précisément une des conséquences de la faiblesse du dollar par rapport aux autres monnaies. Nous proposerons à nos partenaires que le Parlement européen délibère périodiquement sur un objectif d'inflation ; que l'Eurogroupe se dote d'une vraie compétence en matière de change ; que la Banque Centrale Européenne agisse pour l'emploi et la croissance, pas seulement contre l'inflation. Elle devra régulièrement rendre des comptes sur son action.

De grands emprunts européens pour investir dans l'avenir

Dans le même esprit, nous agirons pour que soient lancés de grands emprunts par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) ou la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) afin de financer de nouvelles infrastructures (transports, énergie...), de nouvelles technologies et d'investir dans l'avenir, notamment dans le cadre de la CERI. Plusieurs centaines de milliards d'euros pourraient être levés annuellement. Ceci présenterait en outre l'énorme avantage de corriger le niveau de plus en plus cher de l'euro, en développant une offre d'euros face à la demande sans cesse plus forte de cette monnaie, venant de pays qui veulent augmenter leurs réserves en euros.

Une politique commerciale du juste échange plutôt que du libre échange

En matière de politique commerciale, il est vital que l'Union se donne pour objectif de rééquilibrer les conditions de concurrence entre les producteurs des pays émergents et les producteurs européens. Des mécanismes peuvent être utilisés pour diminuer la pression qui pèse sur nos industries et leur permettre de se moderniser sans pour autant menacer la croissance des pays en développement. Ne soyons pas naïfs : la mondialisation qui met aujourd'hui en difficulté beau-

coup de nos salariés profite certes aux populations des pays en développement, elle enrichit surtout leurs élites de manière disproportionnée. Un nouvel équilibre doit être trouvé et le juste échange se substituer à la croyance aveugle dans le libre échange. Chine, Inde, Russie, Brésil, Etats-Unis, tous les géants économiques protègent leurs savoir faire et leurs secteurs clés. Nous récusons le protectionnisme mais au nom de quoi l'Europe, parmi d'autres leviers, renoncera-t-elle, dans le respect des règles internationales, à utiliser une protection commerciale ciblée ?

Une régulation financière plus efficace pour lutter contre les crises à répétition

Face aux dérèglements du capitalisme, il faut améliorer la régulation financière. Faut de quoi, « bulle » après « bulle », la finance cannibalise l'économie réelle. Il faudra renforcer les règles dites « prudentielles » et les systèmes de surveillance et de contrôle des marchés ; améliorer le contrôle des marchés et produits dérivés ; mettre un terme aux possibles « conflits d'intérêt » des agences de notation lorsqu'elles élaborent les « titrisations » et sont appelées ensuite à les évaluer ; renforcer le montant des dépôts de garantie obligatoire des banques et les mécanismes d'alerte précoce au niveau du FMI et des superviseurs européens ; lutter réellement contre les paradis fiscaux ; séparer au sein des banques les activités de « trading » sur fonds propres et leurs activités commerciales classiques. A plus long terme, il faudra instituer un Conseil de sécurité économique et social dans le cadre de l'ONU.

2) Le socialisme de la redistribution par une meilleure répartition des richesses

Baisse statistique du chômage mais paupérisation des salariés

Au moins deux données majeures caractérisent aujourd'hui nos sociétés : d'une part, les statistiques du chômage diminuent mécaniquement en raison de départs massifs à la retraite et d'une forte augmentation d'emplois de service souvent mal payés, dont les conditions de pérennité ne sont pas assurées, cependant que certaines populations restent écartées de l'emploi. D'autre part, le pouvoir d'achat s'érode du fait de la hausse des prix et de la pression sur les salaires.

• Mettre en place un service public de l'emploi régionalisé

Dans le cadre d'un service public de l'emploi rénové et régionalisé, il faudra accroître l'effort en direction des populations les plus touchées par le chômage (jeunes, chômeurs de longue durée, seniors) pour permettre le retour et le maintien dans l'emploi. Régionalisée, cette politique permettra de construire des politiques locales d'adaptation de l'offre à la demande et de mobiliser efficacement la formation professionnelle au service de l'accroissement des qualifications des salariés demandeurs d'emploi. La qualification doit devenir un objectif premier au service de la promotion sociale du plus grand nombre.

• Pour le pouvoir d'achat, la réponse efficace passe par une revalorisation des salaires

Après la politique en trompe l'œil de la droite, il s'agira de permettre véritablement le rattrapage du pouvoir d'achat, qui est aujourd'hui la principale préoccupation des Français. Bien sûr, nous n'ignorons pas les exigences de compétitivité. Mais contrairement à la droite, nous pensons qu'il est nécessaire de veiller à une amélioration des salaires. Comment peser sur leur évolution ? Notam-

ment en faisant pression sur les directions d'entreprises par le contrôle des aides dont elles bénéficient. La modulation des exonérations des cotisations sociales fournit un instrument utile. Concrètement, les entreprises ou les branches qui n'ont pas signé d'accord salarial depuis deux ans pourraient voir le montant des exonérations de cotisations sociales amputées de 20%. L'augmentation régulière du SMIC – exigence que porte notre sensibilité depuis plusieurs années – sera également d'actualité, ce qui, en lien avec la précédente mesure, contribuera à stimuler l'ensemble de la grille salariale. En combinant ces deux mesures, on écarte le risque d'un tassement vers le bas de l'échelle des salaires

Créer une taxe sur les superprofits pétroliers pour financer une allocation énergie

Une question spécifique est posée concernant le prix de l'énergie, et notamment du carburant. Avec un baril qui pourrait augmenter encore, le prix du plein et du chauffage devient insupportable pour de nombreuses catégories de la population. Il faut à la fois préparer l'après-pétrole, ce qui implique de ne pas masquer la hausse des prix, tout en évitant ses conséquences sociales les plus graves. Les plus modestes ne doivent pas être les plus pénalisés par le coût de la transition vers un autre modèle de consommation énergétique. Sur le long terme, cette hausse est liée à l'augmentation de la demande face à une offre stagnante. Sur le court terme, des variations du marché de nature spéculative provoquent des hausses de prix totalement injustifiées. Nous proposons que soit financée une allocation énergie pour les ménages modestes et les classes moyennes les plus touchées à partir d'une taxe sur les superprofits des entreprises pétrolières. Elle sera un moyen d'inciter les compagnies énergétiques à la modération et une source de financement pour la solidarité énergétique.

Nous encouragerons les employeurs publics et privés à développer des solutions adaptées à la réduction des coûts financiers et environnementaux des déplacements domicile travail : covoiturage, transport collectif, adaptation des horaires et de l'organisation du travail, etc.

• Mieux répartir la richesse produite entre le capital et le travail

Il faut cesser d'opposer création de richesse et redistribution. Depuis une vingtaine d'années, la France a évolué vers une économie de la rente dans laquelle le capital voit la part qui lui revient dans la répartition des richesses augmenter au détriment du travail. Les exigences de rentabilité propres à l'économie financière sont défavorables aux investissements productifs et à la juste rémunération des salariés. Une meilleure répartition de la richesse produite est un enjeu de justice et d'efficacité économique.

Moduler le taux de l'impôt sur les sociétés

Dans cet esprit, outre les mécanismes concernant les exonérations de cotisations, nous mettrons en place une modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction des pratiques des entreprises, pour favoriser le réinvestissement des profits et l'amélioration des salaires.

Promouvoir une nouvelle gouvernance partenariale d'entreprise

Nous favoriserons à l'échelle française et européenne, une gouvernance partenariale d'entreprise qui aille dans le sens de la démocratisation, du développement durable et des intérêts des salariés : par exemple participation minimale des salariés au capital (5%) et aux

droits de vote (10%) des sociétés cotées ; participation obligatoire de leurs représentants au conseil d'administration ou de surveillance des grandes entreprises ; création d'un statut optionnel de société, permettant une participation encore plus active des salariés à la vie de leur entreprise ; développement des structures coopératives et d'économie mixte ; encouragement à un syndicalisme de masse et responsable.

« Moraliser » les revenus des dirigeants d'entreprise

Les revenus des dirigeants d'entreprise devront être « moralisés ». Le recours aux stock-options devra être limité aux entreprises pour lesquelles ces mécanismes ont une réelle justification, c'est-à-dire les petites et jeunes entreprises, et écarté pour les autres. Les indemnités de départ des dirigeants – les golden parachutes – devront être limitées à deux ans de salaire et faire l'objet d'un vote de l'Assemblée générale des actionnaires se prononçant à une majorité qualifiée, pour donner plus de poids aux petits actionnaires et aux représentants des salariés. Il serait équitable qu'elles soient fiscalisées.

3) Le socialisme de la protection par la solidarité

Répondre à l'allongement de la durée de la vie par une approche solidaire

Alors que la droite mène une politique du chacun pour soi – retraites par capitalisation, mises en cause du code du travail, atomisation des salaires, développement des assurances privées, recul des services publics – nous considérons que seule une approche solidaire peut être à la hauteur des défis, notamment ceux de la requalification, de la réinsertion professionnelle et de l'allongement de la durée de la vie, qui constitue un des enjeux majeurs des décennies à venir.

• Sauver notre système de santé et supprimer les injustes « franchises médicales »

Notre système de santé a probablement été le meilleur au monde. Faute d'investissement et de soutien suffisants de la part des pouvoirs publics, il se retrouve en difficulté. Il doit faire face notamment au défi du vieillissement, aux inégalités territoriales et à l'érosion du pouvoir d'achat des Français qui les conduit souvent à faire passer leur santé au second plan. Les taxes très injustes sur la santé instaurées par la droite seront supprimées. Nous investirons dans l'hôpital public et nous assurerons une véritable coordination des soins par le moyen d'un réseau du service public de santé (RSPS). Les mesures incitatives nécessaires seront prises pour assurer la présence de médecins sur tout le territoire. La prise en charge de la dépendance exigera de trouver des financements. Encadré de manière stricte, le droit de finir sa vie dans la dignité sera inscrit dans la loi.

• Ouvrir le dossier du financement des retraites et consolider le système par répartition

Le dossier des retraites devra être ouvert alors que les mesures actuelles n'en assurent pas le financement. Pour garantir le système par répartition, il faudra soumettre à contribution l'ensemble des revenus et permettre au fonds de réserves des retraites que la droite a quasiment abandonné de jouer son rôle de soutien à long terme des régimes par répartition. Nous ne sommes pas hostiles à une adaptation de la durée de cotisation au regard de l'allongement de la vie, mais celle-ci devra être modulée en fonction de la pénibilité des métiers et son rythme dépendre du taux d'emploi des seniors. Le taux de remplacement devra être maintenu et les petites pensions, qui

ne permettent plus aujourd'hui de vivre décemment, être améliorées.

• Agir pour l'emploi des jeunes, des seniors, des femmes et la formation tout au long de la vie

L'accès au travail devra être mieux garanti, en particulier pour les jeunes, les seniors et les femmes. Comment admettre que l'égalité professionnelle ne soit toujours pas garantie pour les femmes ? Comment accepter qu'on retarde sans cesse davantage l'âge moyen d'entrée sur le marché du travail alors que dans le même temps on évince toujours davantage les salariés de plus de cinquante ans ? Le taux d'emploi des seniors, aujourd'hui 38%, devra être amélioré pour atteindre la moyenne européenne (63%), voire le niveau scandinave (72%). A cette fin le cumul d'une retraite et d'un emploi sera autorisé, le temps de travail des seniors sera aménagé, des formules de retraite à la carte proposées. La formation tout au long de la vie est une condition essentielle du plein emploi : elle sera une priorité nationale développée sous l'autorité des régions dans chaque bassin d'emploi.

• Consolider le financement de la protection sociale par une réforme des cotisations patronales

Une réforme des cotisations patronales devra être engagée. Elles ne devront plus être assises uniquement sur le facteur travail, mais sur l'ensemble de la valeur ajoutée des entreprises. Cette « cotisation sur les résultats » allégera le poids relatif du facteur travail, favorisant l'emploi, l'embauche et la croissance. Elle sera à l'avantage des entreprises, notamment les PME. Elle permettra de consolider le financement de la protection sociale.

• Défendre les salariés et le code du travail

Il faudra procéder à une évaluation précise des reculs introduits par la droite dans le code de travail et revenir en particulier sur celles qui tendent à atomiser les rapports entre le salarié et l'employeur, ce qui affaiblit les salariés dans l'entreprise. La question de la qualité du travail devra être posée : lutte contre l'isolement au travail, contre le harcèlement moral et le stress, contre les dépressions liées au travail, contre les cadences intenable, plan de prévention des principales maladies professionnelles et des risques d'accidents du travail. La France est l'un des pays développés où ces questions sont les moins bien traitées, ce qui nuit évidemment aux salariés et aux entreprises.

• Développer et investir dans les services publics

Les services publics sont un outil essentiel de l'Etat protecteur. Après des années d'attaque de la droite, nous engagerons la reconquête par l'élargissement des missions du service public et une politique ambitieuse d'investissement. En plus de notre action pour l'Ecole et pour la santé, nous agirons dans au moins trois domaines. La mise en place d'un service public local de l'eau sera favorisée, pour rendre à la collectivité la maîtrise de ce bien vital. Le développement des transports collectifs sera relancé : l'investissement insuffisant, notamment pour l'entretien du réseau ferré, est aujourd'hui préoccupant. Un service public de la petite enfance sera mis en place pour que les familles ne se retrouvent plus sans solution de garde abordable et pratique.

• Construire des logements sociaux en nombre et faire respecter aux communes leurs obligations

La solidarité devra s'appliquer au logement. A cet égard, le principal

outil de la puissance publique, c'est le logement social, qui permet également de faire baisser la pression sur le secteur privé. La France a du mal à dépasser une production de 60 000 logements sociaux par an, alors qu'il existe un besoin global recensé, au-delà de ce niveau, de 300 000 logements. La construction de 120 000 logements sociaux par an devra être une priorité. Comme nous le demandons depuis plusieurs années, l'Etat devra avoir la possibilité de se substituer aux communes défaillantes. De la sorte, le droit au logement ne sera pas qu'un affichage médiatique.

Assurer la sécurité des Français par une police de proximité...

• L'Etat protecteur, c'est aussi l'Etat qui assure la sécurité de tous dans les territoires et le respect par tous des règles et de la loi. Malgré les proclamations de victoire, le bilan de la droite en matière de sécurité est médiocre : violences, émeutes et agressions en forte croissance. Elle agite le spectre de l'insécurité mais il s'agit d'un leurre pour masquer sa propre responsabilité. Comme socialistes, nous sommes attachés à l'autorité de l'Etat et à la sécurité parce que c'est la condition d'une société pacifiée. Sur le terrain, nous privilégierons la présence humaine et les politiques de prévention plutôt que les seules actions ponctuelles. Dotée de nouveaux moyens, la police de proximité est un outil essentiel pour assurer la tranquillité publique. La réponse ne peut évidemment être seulement policière, la présence de médiateurs, d'acteurs sociaux ou de gardiens d'immeuble montre aussi son efficacité.

... et une politique globale à l'égard des zones de relégation

La sécurité des biens et des personnes nécessite un maillage territorial efficace des services publics de la police et de la justice. Une politique de sécurité réellement républicaine implique une politique volontariste pour désenclaver, requalifier et revivifier les quartiers les plus sensibles et les secteurs de relégation. Dans nos villes, beaucoup d'élus développent des solutions innovantes et efficaces. Ils privilégient la présence humaine. Ils intègrent les enjeux de sécurité à leurs chantiers de réhabilitation urbaine. En matière de sécurité comme sur d'autres sujets, nos élus montrent quotidiennement qu'une alternative de gauche est possible. Nous devons nous appuyer sur leur expérience.

4) Le socialisme de la préservation écologique par la prise en compte de l'urgence environnementale

Dans un monde de rareté énergétique, l'écologie devient indissociable de l'économie

Certains ont longtemps prétendu qu'une croissance exponentielle infinie dans un monde qui ne l'est pas était possible. Cet aveuglement a causé des dégâts énormes pour notre environnement. Il a mis en cause le processus même de survie de l'espèce humaine. Aujourd'hui, à l'heure de la contrainte énergétique, de la crise alimentaire et de la rareté des matières premières, nous affirmons avec force que la croissance économique et l'impératif écologique constituent un seul et même enjeu. C'est le sens de la notion de social-écologie que notre sensibilité a portée, seule puis avec d'autres, depuis plusieurs années au sein du PS. Nous sommes entrés dans un monde nouveau où la rareté des facteurs de production (énergie, matières premières, eau, terrains disponibles...) rend indissociables l'écologique et l'économique, au rebours de la marchandisation du vivant et de celle des biens collectifs (eau, semences, logiciels...) qui constitue la doctrine de nombreuses firmes multinationales.

Redonner une place centrale au progrès, en réconciliant la science, la société et l'éthique

Nous voulons, nous, faire du progrès un axe politique de notre projet collectif : progrès dans l'émancipation des peuples et la reconnaissance de la diversité des cultures ; progrès pour la préservation de l'environnement et le développement solidaire ; progrès pour l'emploi, les conditions de vie et la santé de nos concitoyens. Il ne s'agit pas de hiérarchiser ces dimensions du progrès, il s'agit de les conjuguer. Être socialiste au 21^{ème} siècle, c'est redonner sa place centrale au progrès, c'est affirmer en particulier que la paix, la croissance et le bien être ne viendront que de la réconciliation de la science, de la société et de l'éthique.

En France, le Grenelle de l'environnement a suscité de l'espoir, permettant une prise de conscience et la mobilisation positive de nombreux acteurs. Jusqu'ici les résultats concrets sont malheureusement bien différents. Les reculs prévisibles de la majorité UMP, sommée par de puissants lobbies de vider de leur substance les promesses du Grenelle, confèrent à la gauche une responsabilité historique, celle d'engager les changements qu'impose l'urgence écologique.

• Faire le choix de la sobriété, de l'efficacité et de la diversification énergétiques

Nous devons faire le choix de la sobriété, de l'efficacité et de la diversification énergétiques. Le principal gisement d'économies d'énergie réside dans l'isolation des logements et des bâtiments. Nous lancerons un vaste plan habitat (avec une action massive sur le bâti et des aides lors de tout changement de propriétaire), de nouvelles infrastructures de transports propres, le développement des énergies alternatives, un urbanisme et un aménagement du territoire renouvelés. Il n'y aura de vraies avancées écologiques que sur la base de réglementations publiques fortes, que ce soit dans les domaines de l'énergie, des transports (développement du ferroutage et des transports collectifs) ou de l'urbanisme (ville dense). Cela exige une véritable exemplarité des marchés publics (qui devront comporter systématiquement des clauses environnementales), la mise en œuvre d'une fiscalité écologique, mêlant dispositions incitatives (type bonus-malus) et mesures dissuasives, instaurant une contribution énergie-climat fixant un prix au carbone. Les territoires gérés par les socialistes se doteront d'agendas 21.

• Proposer à nos partenaires une Coopération européenne de l'énergie

Ces enjeux devraient faire l'objet d'un traitement au niveau européen dans le cadre d'une Coopération européenne de l'énergie. Cela permettrait aux pays participants de parler d'une seule voix face aux pays producteurs. La désorganisation actuelle, qui fait de nous des concurrents face aux pays producteurs, est grave. En ordre dispersé, nous n'avons ni le poids ni les ressources financières nécessaires. Face à la Russie ou aux pays de l'OPEP, c'est collectivement que nous pouvons peser pour sécuriser nos approvisionnements et investir dans l'énergie de demain. Dans ce cadre, pourrait également être mis en place un véritable réseau électrique intégré à l'échelle de l'Europe.

• Refuser la dissémination des OGM

Le principe de précaution doit s'appliquer dès lors que les conséquences d'un progrès technologique sont mal connues ou les risques disproportionnés pour l'environnement. Il faudra revenir sur la loi OGM de mai 2008 qui, à rebours des conclusions du Grenelle de l'environnement, rend possible la dissémination des OGM en plein champ, y compris dans les zones qui nécessiteraient une protection

accrue comme les parcs naturels, les zones « Natura 2000 » ou encore les secteurs d'appellation d'origine contrôlée.

• Une nouvelle ambition pour l'agriculture

La crise alimentaire exige une nouvelle ambition pour l'agriculture en France, en Europe et dans le monde. Une prise de conscience s'est opérée : l'humanité ne peut vivre sans une agriculture forte, le productivisme conduit à une impasse environnementale. Dans le cadre d'une PAC repensée, nous encouragerons le déploiement d'une agriculture écologique et rémunératrice pour le monde paysan. Cela passe notamment par le soutien aux productions biologiques, la limitation de l'usage des engrais et pesticides, une répartition plus équitable de la richesse entre les agriculteurs, les industriels de l'agro-alimentaire et la distribution. Nous revendiquons pour tous les peuples le droit à la souveraineté alimentaire, condition d'un développement soutenable et démocratique.

• Mettre en place des écluses écologiques

La portée de nos efforts en matière d'écologie restera faible à l'échelle de la planète si progressivement tous les pays ne s'engagent pas sur la même voie. Nous proposerons de mettre en place des écluses écologiques pour inciter les entreprises et les pays producteurs les moins écologiques. Ce mécanisme, compatible avec les règles de l'OMC, prendra la forme de taxes énergétiques. Les produits propres, c'est-à-dire ceux dont la production répond à des normes environnementales précises, en seront exemptés ; les autres seront concernés. Ce système fonctionnera comme un mécanisme de compensation qui stimulera l'investissement écologique des entreprises et des États. Nous proposerons sa généralisation à toute l'Europe.

Nous reprenons à notre compte l'objectif de la Commission environnement de l'ONU d'écrire une nouvelle Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui soit à la fois solidaire et écologique.

5) Le socialisme de l'émancipation par l'égalité républicaine, la laïcité et l'éducation

Face aux dérives du sarkozysme – les tyrans de la planète reçus avec les honneurs, les réfugiés et les immigrés traités comme des criminels, les libertés publiques souvent attaquées – la gauche française doit porter en priorité le message des libertés et des droits de l'homme. Oui, nous sommes viscéralement attachés à la liberté. Bien compris, cet attachement mène, entre autres, à l'exigence d'égalité, de solidarité, de laïcité.

• Défendre et promouvoir la laïcité républicaine

Alors que le communautarisme progresse et que prospèrent de nouveaux obscurantismes, nous réaffirmons que la laïcité est un pilier de l'égalité républicaine. La laïcité doit non seulement être défendue, mais étendue. Une charte de la laïcité dans les services publics devra être mise en place et respectée - et d'abord au sein de l'hôpital public.

• Lutter contre toutes les discriminations, pour les droits des femmes et la parité.

L'égalité républicaine passe par l'extension des droits des femmes. Malgré le chemin parcouru, ces droits demeurent fragiles et souvent formels. Combattre les stéréotypes et les archaïsmes est indispensable pour parvenir à l'égalité des femmes et des hommes dans la

sphère économique et sociale, dans la représentation politique et même dans la vie familiale. Les politiques publiques doivent intégrer les inégalités pour les corriger. Il en va de même pour la diversité, notamment par la lutte contre toutes les discriminations en raison de l'origine, la couleur de la peau ou de l'orientation sexuelle.

Étendre les pouvoirs de sanction de la HALDE

Nous continuerons de mener la bataille de la reconnaissance des droits des homosexuels. Nous accélérerons la lutte contre les injustices qui frappent, dans leur vie quotidienne, les personnes handicapées qui doivent enfin être considérées comme des citoyennes et des citoyens de plein droit. Nous soutiendrons le travail des associations qui sont aujourd'hui des acteurs essentiels de la lutte contre les discriminations.

Les pouvoirs de sanction de la HALDE devront être étendus. Des moyens importants devront être alloués à la police, à l'inspection du travail et à la Justice pour déceler et réprimer les discriminations. Des efforts de formation spécifiques seront menés dans ces administrations.

• Pour une véritable refondation démocratique

Plus qu'une énième réforme institutionnelle, c'est une nouvelle ambition pour la démocratie qu'il faudra déployer. Nous favoriserons la participation et l'engagement citoyen à tous les niveaux, à commencer par le niveau local, car c'est là que se cultivent les véritables réflexes démocratiques.

La vie démocratique sera stimulée, avec des élus exemplaires, des associations fortes, des syndicats encouragés.

Concernant la démocratie politique, nous voulons la limitation effective du cumul des mandats et nous accorderons – enfin – le droit de vote aux élections locales pour les étrangers installés durablement en France. D'une façon générale, nous refusons la dérive actuelle vers la monarchie, nous rejetons la logique de l'hyper-présidentialisation, nous voulons un fonctionnement pluraliste et parlementaire de la démocratie. Nous aborderons les questions institutionnelles avec trois maîtres-mots : évaluation, responsabilité, exemplarité.

Bâtir une démocratie médiatique

La démocratie médiatique devra être garantie par l'égalité audiovisuelle (notamment la prise en compte du temps de parole du Président de la République avec celui du gouvernement) et par le renforcement du pluralisme médiatique. Faute de moyens propres, la presse éprouve d'énormes difficultés à préserver son indépendance face aux grands intérêts financiers et industriels. Pour une information et un débat citoyens authentiques, nous doterons l'audiovisuel public de financements conséquents afin d'assurer son rayonnement, alors qu'il est aujourd'hui gravement menacé par les projets du gouvernement. Pour soutenir le pluralisme démocratique, nous encouragerons les télévisions locales grâce au numérique terrestre.

Réformer l'Etat et promouvoir une décentralisation solidaire

La réforme de l'Etat sera menée à bien, avec l'objectif non pas de sa réduction et de son affaiblissement – ce que fait la droite – mais d'une meilleure efficacité, dans la logique qui nous a conduits, par exemple, à mettre en place la LOLF (Loi organique relative aux lois de finances). Dès après le Congrès, nous organiserons des « Etats généraux des collectivités locales » où nous rendrons public un audit de la décentralisation et des transferts de charges non compensés.

Nous y définirons pour l'avenir les devoirs de l'Etat envers les collectivités territoriales et nous exigerons leur respect dans les faits. Nous dénoncerons la tactique de l'exécutif qui veut broyer les collectivités et leurs élus avec des charges toujours plus lourdes et des ressources toujours plus faibles.

Nous mettrons en commun l'exemplarité des gestions innovantes de la gauche. Nous clarifierons les compétences lorsque l'empilement est source de gaspillages et d'inefficacité et nous garantirons l'égalité territoriale par une vraie péréquation entre les collectivités les plus riches et celles en difficulté.

Il n'est ni équitable ni durable que les territoires les plus favorisés soient aussi ceux qui disposent des ressources les plus importantes. Une refonte de la fiscalité locale est indispensable afin de garantir la justice et l'autonomie.

Agir pour les Domiens et les Français de l'étranger

Bien sûr, la démocratie territoriale ne devra pas seulement concerner la métropole, mais également les départements et territoires d'Outre Mer qui ont besoin de la solidarité républicaine et de l'autonomie démocratique. Les Français de l'Etranger verront leur statut mieux reconnu par la transformation de l'Assemblée des Français de l'Etranger en collectivité de plein droit, responsable notamment vis-à-vis des établissements scolaires à l'étranger.

• La culture au cœur du projet socialiste

La culture s'inscrit au cœur du projet socialiste. Nous développerons le soutien à la création artistique et cinématographique. Nous définirons de nouvelles formes de rémunération des artistes afin de leur assurer une rémunération équitable dans un contexte de libéralisation des échanges et de libre circulation des œuvres audiovisuelles. Pour favoriser l'accès du plus grand nombre aux œuvres et aux activités culturelles, nous compléterons le réseau des équipements culturels et rétablirons l'enseignement artistique à l'école, que la droite a supprimé.

Nous l'étendrons à l'éducation audiovisuelle, afin d'éveiller le sens esthétique et l'esprit critique. La formation à l'image est au 21^{ème} siècle ce que l'alphabétisation était au 19^{ème}. Être capable de comprendre, de décoder et de résister face aux déferlements des images et des messages qui nous assaillent est devenu aujourd'hui une nouvelle frontière démocratique.

• Une ambition forte pour l'Ecole de la République

Nous savons que tout commence par l'éducation et que tout y revient. Nous sommes convaincus que le triptyque laïcité-mixité-gratuité fonde l'égalité républicaine et que ses remises en cause doivent être dénoncées et combattues par le Parti socialiste. L'Ecole publique, véritable socle de la démocratie et de la République, bénéficiera de toute notre attention. La crise de l'école, dont chacun parle à satiété depuis plus de trente ans, est d'abord une crise de confiance dans l'école.

Là où il conviendrait de s'unir autour de ce socle, pour le renforcer et lui permettre de rayonner davantage dans notre société, le gouvernement a choisi de l'attaquer. L'école ne peut qu'être affaiblie par la suppression massive de postes d'enseignement et d'encadrement, par une conception équivoque de la laïcité républicaine, par l'imposition brutale, relevant du caprice plus que de l'urgence, de sujets de discussion et textes de loi propres à diviser plutôt qu'à rassembler : service minimum, révision des programmes et de l'organisation de la semaine scolaire... A rebours des orientations actuelles, l'école mérite une ambition forte.

Remettre en marche l'ascenseur social à l'École

Notre école ne se contente plus de reproduire les inégalités, elle a tendance à les amplifier. Pour remettre en marche l'ascenseur social, nous aurons besoin d'une volonté politique et d'une mobilisation de tous les acteurs de l'école. L'encadrement des élèves doit être amélioré, tout comme celui des étudiants, notamment - absolue nécessité - dans les premières années de l'Université. Entre 5 à 10% des élèves de tous les lycées doivent avoir accès aux filières d'excellence. De même, il apparaît indispensable de mettre un terme au cloisonnement étanche entre les classes préparatoires aux grandes écoles et les grandes écoles d'un côté, et l'université de l'autre côté. La réussite scolaire doit être valorisée dans la société.

Diversifier les voies d'accès à l'excellence

Notre exigence d'une école pour tous n'est pas celle d'une école identique pour chacun. Nous devons, dans un même mouvement, viser l'excellence et en diversifier les voies d'accès. Ainsi l'enseignement professionnel, à la croisée du monde du travail et de l'école, tous deux berceaux de l'identité socialiste, doit-il être bien davantage soutenu, valorisé, popularisé.

Les établissements scolaires doivent être des lieux sereins et sécurisants

Il faudra lutter contre la violence qui affecte les salles de classe et ceux, élèves comme enseignants, qui y travaillent. Faire de nos établissements scolaires des lieux d'étude et de vie sereins et sécurisants doit constituer une priorité. Le concours de l'Etat, des collectivités territoriales, des associations et syndicats, des parents d'élèves et de tous les acteurs du monde éducatif doit être recherché et encouragé. L'autorité à l'école vaut d'abord par l'autorité de l'école.

Revaloriser la fonction enseignante

L'école est notre bien commun le plus précieux. Vouloir une école pour tous, c'est se vouloir tous pour l'école. Loin des promesses convenues, jamais tenues, cette mobilisation générale passe par la revalorisation de la fonction enseignante et une attention particulière à leur formation permanente. Toute la Nation pour et avec son école, tel doit être notre mot d'ordre.

6) Le socialisme de la construction européenne et de la coopération internationale

Les socialistes sont européens et internationalistes

Socialistes, nous sommes internationalistes et euro-volontaires. Nous prolongerons cet engagement par des actes forts. Différentes dimensions (économique, sociale, environnementale...) des politiques européennes qui sont aujourd'hui étroitement imbriquées aux politiques nationales ont été abordées dans les points précédents. Encore faut-il être clairs sur notre perspective européenne d'ensemble.

• Relancer et réorienter les politiques concrètes de l'Union

Le récent « non » des Irlandais au référendum sur le Traité de Lisbonne confirme le déficit démocratique de l'Europe et le besoin, au-delà des nécessaires progrès institutionnels, de réorienter sa construction. Pour regagner la confiance des peuples, l'Europe devra montrer qu'elle ne se préoccupe pas seulement de concurrence, mais aussi et surtout de croissance, d'emploi, de protection sociale et de préservation de l'environnement. Concentrons-nous sur les poli-

tiques et sur les attentes concrètes des citoyens européens : progresser vers l'harmonisation sociale et fiscale, avec, comme le propose notre délégation socialiste au Parlement européen, une « clause de sauvegarde sociale » qui interdise qu'une directive européenne puisse avoir pour conséquence un recul social dans un pays ; mettre en place une Communauté européenne de la Recherche et de l'Innovation ; construire une vraie politique énergétique commune, replacer les politiques économiques, monétaires et commerciales de l'Union au service de la croissance et de la puissance européenne.

Pour de nouvelles avancées vers l'Europe politique ; vers la création d'une armée franco-allemande

De nouvelles avancées devront être recherchées dans le domaine de la politique étrangère commune et de la coopération militaire, dont une étape majeure pourrait être l'objectif d'une armée franco-allemande. A l'heure des réductions budgétaires, il est prioritaire de mettre au moins en commun les approvisionnements militaires et les programmes technologiques.

L'Europe a besoin d'un « premier cercle » qui soit son moteur

A 27 pays membres, bientôt à 30 et peut-être davantage, l'« Europe différenciée » peut être le meilleur moyen pour progresser vers plus d'efficacité. Les « coopérations renforcées » en fournissent l'instrument. Compte tenu de la diversité d'attitude des Etats européens, il apparaît raisonnable, dans cette perspective, d'avancer plus vite avec un premier cercle ou une avant-garde de pays euro-volontaires. Le moteur de ce cercle, ouvert à tous, pourrait être le couple franco-allemand, en coopération avec tous ceux qui le souhaitent.

Clarifier les frontières de l'Union

Avec nos partenaires, nous devons clarifier la question des frontières de l'Union. L'Europe a besoin de limites territoriales. Certains pays européens nous rejoindront – notamment les Balkans – mais ils sont encore loin d'être en état de le faire. D'autres, au moins dans un avenir prévisible, n'ont pas vocation à adhérer. Mettons en place avec eux des mécanismes de partenariat beaucoup plus poussés. C'est le troisième cercle de l'Union. L'Union méditerranéenne pourrait le préfigurer, à condition de la mettre en œuvre collectivement et de ne pas en faire un faire-valoir personnel ou une union seulement franco-méditerranéenne.

Si nous ne portons pas ce projet d'une Europe plus forte, plus sociale et plus politique, une Europe qui soit le continent des droits de l'Homme, nos concitoyens - et ce serait grave - se détourneront non seulement de l'Europe mais aussi des partis pro-européens. Le parti socialiste doit revendiquer cette nouvelle ambition européenne notamment en vue des élections européennes de 2009. Pour progresser vers une véritable démocratie européenne, nous proposerons que le Parti socialiste européen (PSE) indique dès avant les élections de 2009 le nom de son candidat à la Présidence de la Commission.

• Définir une politique d'immigration cohérente et humaine

C'est aussi à l'échelon européen que peut se définir une politique d'immigration cohérente et humaine. Après des années de dérives quasi-xénophobes de la part des gouvernements de droite, nous rouvrirons le dossier de la régulation des flux migratoires. Avec trois exigences fortes : l'humanité, car les immigrés ne sont pas des marchandises ; la responsabilité pour tenir compte des besoins à moyen et long terme de nos économies, loin du mirage de la politique des quotas qui s'avère inefficace là où elle est mise en œuvre ;

la solidarité avec les pays du Sud dans le cadre de partenariats pour leur développement.

• Réformer la gouvernance mondiale

La plupart des structures de gouvernance et de coopération mondiale ont peu changé malgré l'accélération de la mondialisation. Elles sont en retard sur la réalité du monde. Elles devraient connaître des évolutions importantes.

Le G8 devra être remplacé par le G20

Le G8 n'est plus adapté aujourd'hui. Sa composition reflète le monde de l'après-guerre et des Trente glorieuses, pas l'âge de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux géants. Le temps est venu de mettre en place un G20 qui permettra d'associer les principaux acteurs dans la mondialisation.

Continuer la réforme du FMI

La réforme du FMI, engagée par son nouveau directeur, devra être poursuivie pour faire de cette institution un véritable organe de prévention des crises ainsi que de contrôle et de coordination de la finance mondiale et des parités.

Proposer un agenda social mondial

Nous militerons pour un « agenda social mondial » plaçant l'épanouissement humain et le progrès social au centre des objectifs des organisations internationales. Nous agirons pour que, dans le cadre des négociations commerciales, notamment à l'OMC, la défense de la santé, des droits des travailleurs, de l'environnement, de l'identité culturelle et de la diversité linguistique, prime sur les seules exigences du « libre » commerce.

Créer une Agence mondiale de l'environnement

Nous proposerons la création d'une Agence mondiale de l'environnement chargée de coordonner les négociations en vue de nouveaux accords globaux et d'un Conseil de sécurité économique et social, dans le cadre de l'ONU, sur le modèle du Conseil de sécurité politique et militaire.

• Adapter notre aide au développement

Alors que le continent africain semble décoller, les enjeux alimentaires, environnementaux et sociaux restent majeurs. L'aide publique au développement de la France est en baisse. Nous devons viser réellement l'objectif de 0,7% du PIB. Cet effort devra s'appuyer davantage sur les associations locales et les ONG pour éviter l'appropriation par une minorité. Le microcrédit, à destination des paysans, des femmes ou des petites entreprises, a fait ses preuves. Il constituera un axe majeur de nos actions.

III - Un parti socialiste fier, offensif, ouvert

Pour un PS fier de ses valeurs, innovant dans ses propositions et clair dans ses alliances

L'enjeu du Congrès de Reims réside dans l'affirmation d'une perspective socialiste authentiquement de gauche en France et en Europe. Cela suppose que le PS ne perde pas son temps et son énergie en disputes inutiles, mais qu'il soit fier de ses valeurs, innovant dans ses propositions, clair dans ses alliances.

1) Nous souhaitons un congrès de débat, pas de pugilat

Pour un congrès d'engagement et non d'affrontement

Nos concitoyens – et d'abord ceux qui ont le cœur à gauche – souhaitent la confrontation des idées et redoutent le choc des égos. Nous aussi ! C'est pourquoi, à Reims, espérant que beaucoup suivront le même chemin, nous ne confondrons pas engagement et affrontement.

Disons les faits : le spectacle donné par certains camarades désireux, d'une façon explicite ou voilée, de s'assurer la direction du Parti n'est pas rassurant. Soucieux de ne pas renouer avec les impasses du passé, nous voulons, avec beaucoup d'autres, faire du Congrès de Reims un moment positif et décisif pour le PS et pour la gauche.

Dans le débat qui va s'ouvrir, nous respecterons deux règles simples.

• Dire « nous » plutôt que « je »

Dire « nous » plutôt que « je », car la personnalisation des enjeux a dans la période récente coûté très cher aux idées socialistes. Notre histoire en témoigne, le socialisme n'a de sens et de force que porté par un collectif.

• Ne pas confondre 2008 et 2012

Distinguer l'enjeu de 2008 et les échéances de 2012. La désignation implicite ou explicite, dès maintenant, de notre candidat(e) à l'élection présidentielle, loin de résoudre les difficultés, les aggraverait : elle raviverait les braises de la discorde et elle ne permettrait pas de rétablir la clarté sur les orientations politiques. Le PS ne manque pas de talents ni d'ambitions, légitimes en démocratie, en revanche il manque d'une ligne claire. Ne brûlons pas les étapes !

2) Nous rejetons la présidentialisation du Parti socialiste

L'obsession présidentielle a contribué à nous faire perdre l'élection présidentielle

Soyons lucides : l'obsession présidentielle a contribué à faire perdre au PS l'élection présidentielle. En faisant de cette échéance l'alpha et l'oméga de l'agenda sans nous doter d'un dispositif de désignation de notre candidat(e) à la fois transparent et partagé, en faisant primer la candidature personnelle sur l'armature idéologique, ainsi que les sondages sur notre message, le PS a instillé en son sein le poison de la discorde. Là aussi, tirons les leçons de l'expérience et faisons primer le « quoi » sur le « qui ». La victoire de François Mitterrand en 1981 avait été précédée d'une décennie de reconstruction idéologique, programmatique et stratégique.

« Premier » secrétaire : animateur et chef d'équipe

Soyons cohérents : nous ne pouvons pas combattre l'hyper-présidentialisme à la mode Sarkozy et nous en inspirer pour le fonctionnement du Parti socialiste ! La tradition socialiste – c'est un point de rassemblement pour l'ensemble de la gauche –, c'est la culture parlementariste. Le Premier secrétaire doit redevenir l'animateur du collectif socialiste. Il doit en respecter les sensibilités et en superviser le projet. Il doit veiller à ce que les secrétaires et responsables nationaux s'acquittent efficacement de leur tâche. Il doit associer mieux qu'aujourd'hui les élus locaux à la prise de décision, mais il ne saurait leur déléguer le soin de fixer à la place du PS l'orientation

politique nationale. Il doit défendre la déclaration de principes du parti et en préserver l'unité. Cela suppose que la règle de la proportionnelle régisse notre vie commune et que le débat collectif soit autorisé et même stimulé au sein du Bureau National et du Conseil national. Nous voulons un parti de militants, véritable intellectuel collectif, non un club de supporters préposés aux applaudissements.

3) Nous savons qu'il faut travailler pour gagner, réfléchir pour conquérir

Relancer le travail intellectuel et de propositions...

Reconstruire le Parti socialiste, c'est le replacer sur le chemin des propositions. A cet égard, notre diversité n'est pas une faiblesse, mais une richesse. Ensemble, nous devons mettre la réflexion au cœur de notre vie militante, et non à sa périphérie ! Il est grand temps de cesser de dilapider l'énergie collective dans des procédures aventureuses.

Elles n'ont, hélas, pas manqué ces dernières années : un référendum interne sur le traité constitutionnel européen qui nous a divisés et que nous devons savoir dépasser, des primaires présidentielles baroques avec interdiction faite aux candidats de dialoguer, plus récemment des conventions nationales sur le marché, l'individu ou encore la nation, certes intéressantes, mais sans amendement ni vote ! A contrario, souvenons-nous de 1997 : notre dernière victoire nationale avait été précédée d'assises de la transformation sociale et de travaux passionnants sur la mondialisation et sur l'Europe, la politique économique et sociale, la démocratie et la citoyenneté.

... en organisant une série de conventions nationales sur les grands enjeux

Là aussi, montrons que nous avons appris du passé ! Pour se mettre en situation favorable pour 2012, le PS devra organiser en 2009 et 2010 une série de conventions nationales sur les grands enjeux – souveraineté politique face au capitalisme financier, croissance économique et stratégie industrielle, vieillissement de nos sociétés, articulation entre l'Etat et les collectivités territoriales, développement durable. Les questions ne manquent pas et les pistes non plus ! Par la suite, notre parti devra tenir au moins une grande convention thématique par an. Il faudra aussi – parce que nous sommes dans une démocratie médiatique – développer nos moyens de communication (pourquoi ne pas créer notre propre chaîne de télévision sur le Net voire sur la TNT ?), et mener, au moins une fois par an, une grande campagne nationale pour faire adhérer sur des bases politiques. La victoire politique passera par une reconquête culturelle.

4) Nous refusons la dépolitisation et la peopolisation du débat public

Pour une politique de résultats

La France et les Français ont besoin d'une politique de résultats plutôt que d'une politique de médias.

Stopper la fuite en avant médiatico-sondagièr

Que l'engagement politique s'inscrive désormais dans une démocratie médiatique, c'est incontestable. Qu'il faille en déduire que l'émotion doit systématiquement primer sur la réflexion, que le superficiel doit occulter l'essentiel, cela n'est pas acceptable – en tout cas, quand on est un militant et un responsable socialiste. C'est d'abord à chacun de nous qu'incombe la responsabilité de stopper la fuite en avant médiatico-sondagièr. Plutôt que de s'interroger sur

le sens du vote des Français aux élections nationales ou locales, on préfère disséquer des sondages d'opinion sur le Top 50 des personnalités prétendument préférées des Français. Pas étonnant qu'on n'y trouve nulle trace du décrochage des catégories populaires, de la peur du déclassement qui saisit les couches moyennes, de la solitude de nombreux jeunes ou de la précarité vécue par tant de retraités. L'exercice est plus complexe, mais tellement moins percutant...

« Déconstruire » la stratégie de Nicolas Sarkozy pour mieux la combattre

A cet égard, l'exemple donné par Nicolas Sarkozy est à combattre plutôt qu'à copier ! Sa stratégie présidentielle doit être déconstruite méticuleusement.

Premier temps : le pouvoir actuel sélectionne plusieurs thèmes, en fonction notamment des sondages, pour que le président de la République les investisse. Deuxième temps : un de ces thèmes est retenu, l'Elysée met alors en scène médiatiquement l'implication personnelle du chef de l'Etat, en mesure l'impact sur l'opinion, pour voir si c'est positif, sinon change aussitôt de thème. Le bombardement médiatique est si puissant et le tournoiement des thèmes si rapide que, malgré le courage de beaucoup de journalistes, les médias et l'opinion sont réduits au rôle de suiveurs.

Eviter la dérive émotionnelle et compassionnelle du politique

L'utilisation systématique de l'émotionnel et du compassionnel vient renforcer cette stratégie de la droite. La compassion d'Etat est érigée en méthode de gouvernement. Après chaque fait divers retentissant, un ministre annonce une nouvelle loi alors qu'il devrait d'abord faire appliquer celles qui existent. Et pendant ce temps, l'opium fait son effet : on ne s'interroge ni sur les causes, ni sur les vraies solutions. On zappe et on passe à autre chose. Seuls comptent les images et les sondages. On cherche ainsi – et parfois on parvient – à faire oublier les dégâts de la politique actuelle.

La question sociale est centrale

Pour les socialistes, ce tournoiement médiatique ne doit pas nous éloigner de l'essentiel : une critique argumentée et des contrepropositions sérieuses sur le terrain économique et social. Pour nous, la question sociale est centrale. Réaffirmons notre confiance dans nos valeurs, revendiquons la fierté de notre histoire, affichons la solidité d'un projet global ! Si nous avons perdu, c'est notamment parce que nous avons cédé à la tendance qui consiste à définir notre message en fonction de la demande quantifiée par les instituts de sondage. Nous devons répondre prioritairement aux questions de fond posées par l'électorat populaire. Notre Parti socialiste doit redevenir un parti fondamentalement populaire. Nous devons favoriser le développement de sections dans les quartiers populaires, notamment en direction de la jeunesse. Nous devons renouer avec notre tradition d'éducation populaire.

Non à la peopolisation de la vie politique

Ces dernières années, une autre tendance a saisi notre vie publique et n'a malheureusement pas épargné le Parti socialiste : la peopolisation. Ce que l'on attend d'un(e) maire, d'un(e) président(e) de collectivité territoriale et a fortiori du chef de l'Etat, ce n'est pas qu'il (ou elle) mette en scène sa famille ou ses états d'âme privés, c'est qu'il écoute, qu'il propose des choix pour le pays, qu'il les assume et qu'il expose sa stratégie et les moyens de la mettre en œuvre. Pour avoir oublié cette évidence, le Parti socialiste a désarçonné bien des

électeurs et douché bien des espérances. Le Parti socialiste, dès le Congrès de Reims, doit dire haut et fort qu'il se détourne du tripotage « sondages, image, naufrage ».

5) Nous voulons une opposition forte et responsable

Le PS est souvent inaudible...

Distribuer des tracts à des concitoyens qui nous disent « vous, les socialistes, on ne vous entend pas assez », quel militant n'a pas fait cette expérience sur un marché ou sur son lieu de travail ? Pour nos parlementaires, nos élus, nos militants, ce jugement sonne comme une injustice. Par-delà les territoires ou les sensibilités, chacun a l'impression de faire de son mieux pour dénoncer la politique de la droite et démystifier les mesures Sarkozy-Fillon. Comment expliquer que nos messages et nos initiatives soient si peu audibles dans le pays ?

... faute d'être suffisamment efficace dans son travail d'opposition

La réponse est simple : le Parti socialiste n'est pas suffisamment efficace et cohérent dans son travail d'opposition et de proposition. C'est un constat. Au cours de la précédente législature, nous avons plaidé pour notre part en faveur d'une « opposition frontale ». Il ne s'agissait évidemment pas de prôner le retour à un socialisme pavlovien, aveugle et borné. Ce que nous préconisons, c'est une opposition efficace et responsable, c'est l'affirmation claire du clivage entre l'action menée par la droite et ce que serait une politique de gauche. Cette voie est la seule possible pour être compris et suivi.

Pour convaincre les Français qu'une autre politique existe, il faut commencer par réaffirmer notre identité

Depuis un an, la direction actuelle du Parti n'est pas encore parvenue à convaincre les Français qu'en lieu et place de l'UMP elle mènerait une politique vraiment opposée dans ses orientations et différente dans ses résultats. Bien sûr, tout lendemain de défaite présidentielle est suivi d'un état de disgrâce pour le camp battu. Et la polyphonie voire la cacophonie qui règne dans nos rangs nuit à la clarté du discours. Mais le mal est aussi ailleurs et réside dans l'incapacité du PS, en tout cas d'une partie de ses dirigeants nationaux ayant accès aux médias, à se distinguer de la droite sur d'autres terrains que celui du « rythme » des décisions ou du « style » des prétendues réformes. Comme si la gauche n'avait avec la droite que des divergences de méthode, alors que les différences portent avant tout sur le contenu des politiques ! Quand nous oublions cette vérité, nous perdons les élections. Quand nous l'affirmons, nous reprenons des couleurs, ainsi que l'a montré l'épisode de la TVA dite sociale qui a permis, entre les deux tours des législatives de juin 2007, de donner une quarantaine de députés supplémentaires au groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

L'opposition doit être efficace et responsable

L'exemple des retraites est, lui aussi, symptomatique. Que des évolutions de notre système de retraites soient nécessaires, notamment face à l'allongement de la durée de la vie et à la baisse du nombre d'actifs, c'est une évidence. Il faut l'assumer. Mais ce qui doit distinguer l'approche socialiste de la réponse libérale, c'est, ayant reconnu la nécessité de changements, la capacité à proposer une réforme solidaire et efficace pour garantir le niveau des pensions. Cela signifie, entre autres choses, que soit prise en compte la pénibilité du

travail et que les revenus du capital participent au financement durable des régimes de retraites. Encore faut-il, pour être crédibles, que certains socialistes ne taxent pas d'irresponsables ou d'archaïques ceux de leurs camarades qui proposent ces pistes ! Une opposition molle et divisée est une opposition au mieux inutile et inefficace, au pire complice. Elle mécontente à juste titre nos militants et nos électeurs. Elle cause la plus grande joie à l'UMP qui peut, ainsi, faire office de majorité et d'opposition. Nous voulons, nous, une opposition qui soit ferme et cohérente, qui soit audible, qui soit efficace et responsable.

6) Nous proposons une stratégie claire et gagnante pour permettre l'alternative : reconstruire à gauche

Mettre un terme à la confusion sur notre stratégie d'alliances...

La stratégie d'alliances du Parti socialiste découle de son projet politique. Le Congrès de Reims devra mettre un terme à la confusion illustrée notamment lors des élections de 2007. La question est simple : le PS s'inscrit-il dans la perspective du rassemblement de la gauche ou lui substitue-t-il un autre schéma en forme de grand écart reposant sur l'alliance avec le centre ?

... en clarifiant l'objectif du rassemblement des forces de gauche

Dans ce débat, notre sensibilité confirme son approche : avec beaucoup d'autres, nous plaidons pour le renforcement de la stratégie de rassemblement des forces de gauche et nous refusons un renversement d'alliances qui aboutirait à un projet commun entre le PS et le centre droit. **Pour au moins trois raisons.**

1. Parce que notre base électorale doit correspondre à notre base sociale.

Notre base électorale doit correspondre à notre base sociale. Pour nous, la vocation du Parti socialiste est de rendre possible dans les urnes la constitution d'une majorité politique à l'unisson de la majorité populaire dans le pays. C'est parce que le PS doit porter les aspirations à la fois des catégories populaires, des couches moyennes, des jeunes, des retraités, des exclus, des créateurs, qu'il refuse de participer à des coalitions avec la droite ou à des alliances avec un centre droit qui fait sa pelote sur fond de discours « ni gauche ni droite ».

2. Parce que le rassemblement de la gauche reste le seul choix gagnant sur le long terme

Le rassemblement de la gauche qui aspire à gouverner pour transformer la société constitue le seul choix gagnant à long terme. Il offre un double rempart contre le sarkozysme – qui a réussi la fusion programmatique et électorale de l'UMP et du FN – et l'ultra-gauche – qui entretient la fracture entre gauche réformatrice et gauche révolutionnaire, au seul bénéfice de la droite. Toute autre option stratégique profiterait durablement à l'un ou à l'autre.

3. Parce que le rassemblement de la gauche n'exclut pas qu'il s'ouvre à d'autres démocrates

Ce rassemblement de la gauche n'exclut pas de nous ouvrir à d'autres démocrates qui souhaiteraient une autre politique, donc une autre majorité pour le pays. Le S de PS ne signifie pas sectaire. Mais tout élargissement de ce rassemblement suppose l'adhésion à l'union des forces de gauche, une opposition résolue à la politique Sarkozy-Fillon, ainsi qu'une réelle convergence avec le projet socialiste.

Construire le parti de toute la gauche

S'il adopte cette stratégie claire, le Parti socialiste peut progressivement devenir le parti de toute la gauche. Sans pratiquer l'hégémonie et tout en respectant les différences de culture au sein de la gauche et des verts, il peut occuper tout l'espace de la gauche réformiste, depuis les altermondialistes jusqu'aux chrétiens sociaux et aux républicains de progrès. Il peut devenir un parti qui rassemble au moins 35% des électeurs. Il ouvrira ainsi la voie à des succès électoraux durables et à des changements politiques majeurs.

Reims, une étape majeure vers la reconquête

En France comme ailleurs dans le monde, la gauche se retrouve à la croisée des chemins.

Si la gauche se résigne à la victoire du néolibéralisme, elle déclinera

Soit elle se résigne à la victoire du néolibéralisme et au triomphe du capitalisme financier dans la mondialisation, et alors elle continuera de compter les victimes de la casse sociale et de perdre les échéances électorales. Son destin sera celui du cuisinier qui laisse le lait déborder sur le feu : désolé, peut-être rageur, mais impuissant et, au fond, inutile.

Si elle reste confiante dans ses valeurs, elle pourra engager la reconquête

Soit la gauche, comme nous le voulons, prend la dimension du nouveau monde et, plutôt que de s'étioler, elle réagit et se grandit. Quand la droite conduit à l'impasse, les solutions ne peuvent venir que de la gauche. Encore faut-il que les femmes et les hommes de gauche, et d'abord ceux qui ont l'honneur et la responsabilité de les représenter, soient confiants dans leurs valeurs, dans leurs propositions, dans leurs alliances ! C'est à la reconquête idéologique que nous invitons. Il serait bien sûr excessif de prétendre que l'avenir du monde se

jouera à Reims, au mois de novembre prochain, lors du congrès du Parti socialiste. Mais si la sauvegarde de la planète, l'avancée vers davantage de justice et la défense de la culture reposent sur le modèle de développement porté par les socialistes, alors l'issue du congrès du PS français ne sera pas sans lien avec l'issue du bras de fer que la gauche, partout dans le monde, entreprend avec les forces de l'hyperfinance, du court-termisme économique et de l'égoïsme social.

L'enjeu du congrès de Reims : reconstruire à gauche

Nous nous adressons à chaque militante et à chaque militant socialiste, quelle que soit son histoire dans le parti, quels que soient ses choix passés ou ses préférences personnelles. Nous lui demandons de se déterminer à partir de cette alternative : renoncer face à la droite ou reconstruire à gauche. Oui, avec d'autres, nous sommes des reconSTRUCTEURS.

Nous comprenons à la fois les potentialités et les périls de ce monde nouveau et nous voulons agir pour mieux le réguler. Soyons à la hauteur ! Ne laissons pas les sondages ou nos adversaires influencer notre jugement ! Soyons des militants libres et fiers. Ayons confiance en nous-mêmes et dans les autres femmes et hommes de gauche, comme ceux qui, dans un autre contexte, se battent pour qu'en novembre prochain, quand se tiendra notre congrès, un président démocrate, un président de changement, entre à la Maison-Blanche aux Etats-Unis d'Amérique.

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire »

Dans les mois à venir, pour comprendre et pour décider, souvenons-nous de la boussole que nous a transmise Jaurès : « Le courage, disait-il avec sa force prémonitoire, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes, sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond ni s'il lui réserve une récompense. » Jaurès avait raison de parler de courage. Et il concluait : « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ». Nous voulons ensemble, avec d'autres, chercher la vérité et la dire : en France, en Europe et dans le monde.

Pour soutenir notre démarche, consulter la liste complète des signataires, signer la contribution en ligne, l'enrichir par vos observations, rendez-vous sur :

www.reconstruirelagauche.fr